

Mario J. Barrios Cáceres



Considérant l'approche de la présente édition du Monde Autochtone sur la situation des défenseurs indigènes des Droits de l'Homme, il est nécessaire de souligner que tous les 5 ans, chaque mandat présidentiel au Paraguay s'achève sur un solde négatif quant au respect et aux garanties des droits des peuples autochtones – groupes les plus nécessiteux d'une société caractérisée par les inégalités sociales, et victimes d'une discrimination structurelle - bien qu'ils apparaissent régulièrement dans bonne partie des discours préélectoraux des principaux candidats.^[1]

L'héritage de l'administration d'Horacio Cartes

L'absence de politiques destinées à combattre la pauvreté, de même qu'une expansion entrepreneuriale et un discours lié au progrès à partir des grands investissements, se sont caractérisées, sous l'administration sortante d'Horacio Cartes (2013-2018), par la non prise en compte des Droits des peuples autochtones dont les terres furent considérées avant tout comme des aires d'expansion d'un grand projet entrepreneurial à vocation commerciale, que comme des espaces nécessaires à la vie et la culture.^[2] Dans ce contexte, le mode d'action de l'État s'est peu à peu dilué dans des promesses et plans de protection généraux pour endiguer la pauvreté, et dans un recul de la politique de restitution [des terres], sans budget ni priorités visibles. ^[3] Ce modèle entrepreneurial a soutenu – durant ledit mandat présidentiel- la

promotion, l'expansion et extension du système exportateur, en lien avec la concentration latifundiaire de la terre^[4] consolidée, quant à elle, à travers des mécanismes tantôt légaux tantôt irréguliers, ainsi que des alliances entre les entreprises du secteur privé et transnational.^[5]

Cette poussée entrepreneuriale qui a priorisé les intérêts des groupements économiques, laisse à l'administration entrante de Mario Abdo Benitez des problèmes de résolution impérative face au défi d'inverser le report historique des revendications autochtones par la classe politique. Cette restauration doit se refléter nécessairement dans une hiérarchisation, planification et priorisation de la cause indigène au sein du nouveau gouvernement dès le premier jour de son mandat.

Inutile de mentionner que le manque d'informations, dû à semblable incertitude, prive les autochtones d'éléments pour évaluer et juger la pertinence des nominations au sein de l'organisme étatique indigéniste, ainsi que leurs conséquences: à peine entré en fonction, le président Mario Abdo Benitez a nommé Mme Ana María Allen Dávalos comme présidente de l'Institut Paraguayan de l'Autochtone – *Instituto Paraguayo del Indígena* (INDI), qui dut affronter -avant ses cent jours de gestion- la résistance de secteurs autochtones l'accusant d'incapacité à exercer cette fonction pour prétendre gérer, selon eux, l'organisme étatique comme une entité privée, en plus de son impossibilité de communiquer en langue guarani.

Enfin, le virage ultraconservateur qu'a expérimenté la région peut aggraver le conflit dans la zone frontalière où les pouvoirs en présence liées à l'agrobusiness opposent un mode de disparitions et menaces en guise de réponse aux revendications territoriales.

Face aux revendications : disparitions et menaces

Le 16 septembre 2016, selon les versions des membres de la communauté Tacuara'i, Isodoro Barrios, âgé de 27 ans, a disparu après un affrontement entre autochtones et vigiles des colons brésiliens, dans le contexte de revendication d'un territoire traditionnel qui comprend 1500 hectares des Avá-guarani littoraux du Paraná, à Corpus Christi, dans le département de Canindeyú, où résident 170 familles.

Au cours de sa visite, la Coordination des Droits de l'homme du Paraguay (CODEHUPY) a constaté les conditions délicates -sans attention médicale ni assistance d'ordre humanitaire- où vivent **adultes et anciens, enfants et adolescents, après plusieurs mois d'occupation précaire, manifestant sa profonde préoccupation devant l'approche de l'État dans ce contexte conflictuel dominé par l'agrobusiness et les dynamiques de pouvoir dans la zone frontalière, vu que « jusqu'à présent elle a visé uniquement l'adoption de mesures destinées à protéger la propriété privée de quelques particuliers, sans prendre en compte les droits de propriété autochtones à la lumière du cadre juridique octroyé par la Constitution de la République et les dispositions internationales des droits de l'Homme actuelles en la matière ».**^[6]

Par ailleurs, Amada Martinez, institutrice et défenseur des Droits humains de la communauté Tekoha Sauce du peuple Avá-guaraní du littoral paranaense, fut interceptée et brutalement menacée par cinq hommes vêtus d'uniformes de gardes-forestiers, armés de fusils et de revolvers. Au moment des faits, Mme Martinez était accompagnée de son fils de 7 ans de sa sœur et de ses neveux âgés respectivement de 1 et 8 ans. Les hommes les mirent en joue et les menacèrent à cause, vraisemblablement, du travail que Mme Martinez a entrepris pour la défense des droits basiques de sa communauté.^[7]

Après l'incident, le vice-ministre de la Sécurité Intérieure a ordonné une visite des lieux et l'installation d'un poste comme mesure de sécurité. Les membres de la communauté ont demandé l'appui d'une patrouille policière pour les protéger à certaines heures de la journée.

La communauté **Itakyry**, victime de plusieurs agressions et déplacements forcés, s'est vue obligée de descendre dans la rue pour exiger la titularisation de ses terres et la levée de l'ordre de capture qui pesait sur ses dirigeants. ^[8] Il convient de se référer ici aux actes irréguliers dénoncés dans le rapport antérieur du Monde Autochtone, quand au moment de «lever» les mesures restrictives de liberté pour les dirigeants, l'abandon de terres à des particuliers leur était demandé et que s'en portait garant le propre président de l'Institut Paraguayan de l'Autochtone – *Instituto Paraguayo del Indígena* (INDI) de l'époque.

Le début de l'année 2018 a marqué l'accomplissement d'un mois de présence des membres de la communauté **Jetty Mirí** dans la capitale du pays, dénonçant l'expulsion dont ils ont souffert, la destruction par le feu de leurs maisons et le déplacement forcé hors des terres qu'ils occupaient. Dans des conditions extrêmement précaires, ils ont attendu une réponse qui n'est jamais venue. La situation d'abandon était telle qu'une femme autochtone dont l'enfant est mort en gestation n'a pas eu d'autre choix que d'enterrer le fœtus, qui lui fut extrait, en pleine Plaza de Armas.^[9]

La communauté **Makutinga** du peuple Mbyá-guaraní est affectée par un conflit au sein de son territoire où un déploiement spectaculaire de plus de 50 policiers et 10 patrouilles protègent le soja cultivé sur un terrain revendiqué par les familles de la communauté.^[10] C'est l'un des autres cas qui ne trouvent pas de solution en dépit de tant années écoulées depuis le début de leurs protestations et d'exactions subies.

La participation indigène aux élections générales

Les élections générales du 20 avril 2018 ont été marquées par une plus grande participation autochtone. Les campagnes pour la délivrance d'une carte d'identité ont fourni aux autochtones du Bas-Chaco les papiers nécessaires pour exercer leurs droits électoraux, pour la première fois dans de nombreux cas. De cette manière, la tâche initiée au cours de 2016 a amélioré la participation politique électorale des peuples et des femmes autochtones du Paraguay, grâce à des formations et des inscriptions au Registre Civique Permanent – *Registro Cívico Permanente*.^[11]

D'autre part, le Mouvement Politique Autochtone Plurinational (MPIP) - *Movimiento Político Indígena Plurinacional* a présenté des candidatures indigènes pour les deux Chambres du Congrès, entre autres, ainsi que pour les Gouvernorats et les Conseils départementaux.^[12]

A cette occasion, l'architecte Gerónimo Ayala, du peuple Mbyá Guaraní - candidat sénateur pour le MPIP- a obtenu plus de 25.000 votes.

La destruction des objets cérémoniaux mbyá Guaraní

A partir d'une vidéo qui s'est viralisée dans les réseaux sociaux, la Direction des Droits Ethniques du Ministère de l'Intérieur – *Dirección de Derechos Étnicos del Ministerio Público*, a dénoncé un pasteur évangélique -identifié comme Seraffn Navarro- pour commettre des actes délictueux [enfreignant la loi n°1.160/97 du Code pénal paraguayen, Titre IX « Contre les Peuples- Chapitre unique Génocide et Crimes de guerre »]. ^[13] Au moment des faits survenus dans la maison d'un ancien, le-dit pasteur «confisqua » et détruisit des objets rituels appartenant à la culture et aux traditions du peuple Mbyá-guaraní, affirmant «expulser des démons»^[14] tandis qu'ils les rompait, en flagrante violation des droits reconnus par l'article 63 de la Constitution et l'article cinq de la Convention 169 [devenue loi n° 234/93 du Paraguay]. Cet incident met en évidence à quel point la culture indigène est stigmatisée aux yeux d'une

société qui discrimine tout ce qui diffère de sa propre culture.

Ex-président de l'INDI et fonctionnaires condamnés pour corruption

La corruption est devenue en 2018 l'une des notions les plus généralisées dans les débats publics concernant la qualité et l'efficacité de la gouvernance. L'État apparaît comme un faible acteur d'application de la réglementation et des lois anti-corruption, ou bien comme un agent législateur de normes ad hoc qui accroissent le défaut de responsabilité face à la corruption. Rubén Darío Quesnel Velázquez, ex-président de l'INDI, a été condamné à dix ans d'emprisonnement, ainsi qu'à quatre années d'interdiction d'exercer des charges publiques pour délits d'abus de confiance et détournement de biens, puis à 52 jours-amende.^[15/16] Bien qu'il ait fait l'objet de plusieurs suspensions, le procès 12 a établi la responsabilité de Quesnel pour le détournement de 3.127 millions de guaranis (quelques 520.000 dollars) destinés aux communautés autochtones **Sawhoyamaxa et Yakye Axa** du Chaco en guise de réparation partielle établie par la Commission Inter-américaine des Droits de l'Homme (CIDH). Déjà, en 2015, Quesnel Velázquez avait été reconnu coupable pour les délits d'abus de confiance et abandon, à la suite de la vente illégale de 25 mille hectares de terres de la communauté **Cuyabia** du peuple Ayoreo pour une valeur de 1.250 millions de guaranis (quelques 208.000 dollars), et condamné à une peine d'emprisonnement de 6 ans et 6 mois. De la même manière, l'ex-administratrice de l'institution et un autre ex-fonctionnaire furent condamnés respectivement à 6 ans et 3 ans et demi de prison pour détournement de fonds. Ces sentences ont fait l'objet de recours qui demeuraient pendants, au bouclage du présent rapport, devant le Tribunal d'appel.

Notes et références

1. Agencia EFE, 13 de febrero de 2018. Disponible en <http://bit.ly/2IKx4vJ>; Agencia EFE, 9 de agosto de 2018. Disponible en <http://bit.ly/2Iiq6XP>.
2. Ayala Amarilla, Óscar (2014). Los derechos de los pueblos indígenas en tiempos de una impronta empresarial para el Estado. In Yvypóra Derecho Paraguáipe - Derechos Humanos en Paraguay 2014 (pp. 65-77). Asunción: CODEHUPY.
3. Ayala Amarilla, Óscar (2015). Recuento de un año con reminiscencias autoritarias, donde lo indígena parece no contar. In Yvypóra Derecho Paraguáipe - Derechos Humanos en Paraguay 2015 (pp. 55-62). Asunción: CODEHUPY.
4. Mendieta Miranda, Maximiliano and Cabello Alonso, Julia (2016). Discriminación estructural del Estado paraguayo contra los pueblos indígenas. Políticas Neoliberales y acciones ilegales como instrumento de violaciones de los derechos territoriales. In Yvypóra Derecho Paraguáipe - Derechos Humanos en Paraguay 2016 (pp. 55-65). Asunción: CODEHUPY.
5. Barreto, Verónica (2017). Sintomatología de la agudización neoliberal en agravio a los pueblos indígenas en el Paraguay. In Yvypóra Derecho Paraguáipe - Derechos Humanos en Paraguay 2017 (pp. 59-73). Asunción: CODEHUPY.
6. CODEHUPY, November 12, 2018. Available at: <http://bit.ly/2IJY8ew>
7. Amnesty International (2018). Challenging Power. Raising the Profile of Women Human Rights Defenders. Available at: <http://bit.ly/2IKxceH>
8. ABC Color, 27 de septiembre de 2018. Disponible en <http://bit.ly/2IHQXmV>.

9. Última Hora, 22 de enero de 2018. Disponible en <http://bit.ly/2IHQZLz>.
10. Última Hora, November 10, 2018. Available at: <http://bit.ly/2IMFT8a>
11. ABC Color, May 3, 2018. Available at: <http://bit.ly/2ILTZ9K>
12. Univisión, April 20, 2018. Available at: <http://bit.ly/2IJfMir>
13. Última Hora, September 14, 2018. Available at: <http://bit.ly/2IHv7A0>
14. ABC Color, September 14, 2018. Available at: <http://bit.ly/2IIL09t>
15. Última Hora, August 29, 2018. Available at: <http://bit.ly/2IKFZgJ>
16. vCausa: “Rubén Darío Quesnel Velázquez, Marlene Ysabel Mendoza Ferreira, Ever Ramón Otazo Martínez y Oscar Enrique Viera Domínguez s/ Lesión de Con- fianza y apropiación” No 1-1-2-37-2013-90.

Mario J. Barrios Cáceres est avocat et instructeur universitaire. Actuellement, il exerce les fonctions de Président du Conseil d'Administration de *Tierraviva a los Pueblos Indígenas del Chaco*, ONG qui accompagne les revendications et les droits des peuples autochtones du Chaco.

Source IWGIA, El Mundo Indígena 2019
*Traduction de l'espagnol par **Philippe Edeb Piragi**,*
Membre du réseau des experts et du Conseil Consultatif du GITPA pour l'Amérique latine.